



Luxembourg, le 25 JUL. 2025

**Fourmann Agri**  
23, Jean-Pierre Zanen Strooss  
L-9775 Weicherdange

**N/Réf. : 2025-001236**  
**V/Réf. : 2024-045-FA**  
**Réf. MyGuichet : 2025-A075-C006**

### **Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1<sup>er</sup> août 2018 ;

Considérant la demande et les annexes du 5 mai 2025 versées par Fourmann Agri aux fins d'obtenir l'autorisation pour la construction de deux silos à fourrage, d'une étable pour bovins, la consolidation d'aires de circulation et de manœuvre et la construction d'un bassin de rétention sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de Clervaux, section CC de Weicherdange, sous le numéro 366/3450 et 346/3451 ;

Considérant que les activités d'exploitation sont opérées à titre principal au sens de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales,

### **Arrête :**

#### **Conditions générales**

- Article 1.-** Les constructions agricoles sont érigées sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de Clervaux, section CC de Weicherdange, sous les numéros 366/3450 et 346/3451, conformément à la demande et aux plans soumis « 2024-045-FA », indice G, daté au 18 avril 2025 et « Neubau Stall, 2 Fahrstilos » daté au 5 mai 2025 et élaborés par Agro-Projekt SA.
- Article 2.-** Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1<sup>er</sup> août 2018 n'est réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.

- Article 3.-** La partie supérieure des façades, définie par toute hauteur au-delà de 1 mètre, doit être habillée d'un bardage vertical en bois (épaisseur 24 mm). Le bois utilisé doit rester à son état naturel, c.-à.-d. non raboté et non traité et ne pourra faire l'objet d'aucun traitement ultérieur. Le bois doit être issu d'une essence suffisamment durable, tel que le chêne, le douglas et le mélèze.
- Article 4.-** Les portes sont réalisées en bois (identique à celui des parois) avec un cadre métallique, ou sous forme de portes sectionnelles de couleur gris-ardoise non-reluisante.
- Article 5.-** Les toitures sont réalisées en matériau de couleur gris-ardoise non-reluisante.

### **Phase de chantier**

- Article 6.-** Le préposé de la nature et des forêts (Triage de Clervaux, tél : 621 202 150) est averti avant le début des travaux et dès l'achèvement des travaux.
- Article 7.-** Un gabarit amovible (piquets en bois enfoncés aux futurs coins des constructions) reprenant l'emplacement exact des constructions est installé sur les lieux et réceptionné avant le début des travaux par le préposé de la nature et des forêts.
- Article 8.-** Les matériaux utilisés pour la fondation ne comportent ni béton asphaltique, ni goudron, ni déchets en plastique, bois ou métal, ni d'autres substances ou matériaux susceptibles de nuire à l'environnement naturel.
- Article 9.-** Toutes les mesures doivent être prises afin d'éviter une pollution de l'air, du sol et de l'eau.
- Article 10.-** Le rejet d'eaux usées, d'huile ou d'autres matières polluantes susceptibles de polluer l'eau ou le sol est interdit.

### **Phase d'exploitation**

- Article 11.-** Les constructions servent uniquement à des fins agricoles.
- Article 12.-** Dans les environs immédiats du site concerné, l'éclairage nocturne est à limiter à un minimum pour favoriser une période sombre pour les espèces protégées particulièrement. Il est impératif de recourir à des lampadaires orientés à l'horizontale, à optique asymétrique orientant le flux lumineux vers le bas.
- Article 13.-** Les eaux usées sont traitées puis évacuées conformément à l'autorisation délivrée en vertu de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.
- Article 14.-** Les alentours des constructions font l'objet d'un état en parfaite propreté.

## **Étable pour bovins**

**Article 15.-** L'étable ne dépasse pas les dimensions suivantes :

- Longueur : 30,00 m
- Largeur : 20,00 m
- Hauteur de faîtage : 8,50 m
- Hauteur de corniche : 4,50 m
- Pente : 20°

**Article 16.-** Le purin/lisier de l'étable est recueilli dans une fosse étanche sans trop-plein et d'une capacité suffisante pour permettre une durée de stockage suffisante conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture.

## **Silos horizontaux**

**Article 17.-** Chaque silo ne dépasse pas les dimensions suivantes :

- Longueur : 50, 00 m
- Largeur : 10,00 m
- Hauteur : 2,50 m

**Article 18.-** Les silos doivent être équipés d'un regard séparateur eaux pluviales-jus d'ensilage sauf si tous les liquides (eaux pluviales + jus d'ensilage) en provenance des silos sont récupérés dans une citerne étanche sans trop plein de capacité suffisante.

**Article 19.-** Le jus d'ensilage est recueilli dans une fosse étanche d'une capacité minimum correspondant à 1 % du volume utile du silo, non munie d'un trop-plein, à vidanger périodiquement.

**Article 20.-** Les alentours des silos, notamment la bouche d'entrée de la fosse, sont tenus en bon ordre et dans un état de parfaite propreté. Les feuilles en plastique sont enlevées après usage.

## **Bassin de rétention**

**Article 21.-** Le bassin de rétention dispose d'une capacité de rétention d'eaux pluviales de 155,11 m<sup>3</sup>.

**Article 22.-** Le bassin de rétention est précédé par un filtre à roseaux ne dépassant pas 100 m<sup>2</sup>.

- Article 23.-** Le bassin de rétention est à aménager comme zone de rétention naturelle sous forme d'une dépression. Le dimensionnement du volume, le débit d'étranglement, le régulateur de débit ainsi que l'aménagement exact du bassin doivent être réalisés conformément à l'autorisation délivrée en vertu de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Dans certains cas, une imperméabilisation du bassin est nécessaire et ne peut être réalisée qu'au moyen d'une couche d'argile. L'emploi de bâches en plastique ou de matériaux similaires reste interdit sauf si les dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau l'imposent.
- Article 24.-** Le bassin doit s'intégrer de façon harmonieuse dans le terrain naturel. Les berges visibles de l'extérieur du bassin de rétention ne doivent pas dépasser de plus d'un mètre le terrain naturel.
- Article 25.-** Les eaux pluviales sont évacuées de manière diffuse en respectant les dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Le cas échéant, un raccordement au cours d'eau le plus proche est réalisé de préférence à ciel ouvert.
- Article 26.-** Le bassin de rétention est à équiper d'une vanne de sécurité (« Notschieber »).

#### **Aire de circulation et de manoeuvre**

- Article 27.-** Les surfaces à consolider sont réalisées en béton ou béton asphaltique et ne dépassent pas 1 138 m<sup>2</sup>.

#### **Mesures d'intégration**

- Article 28.-** Les mesures d'intégration comportent la plantation d'une haie mixte conformément au plan soumis.
- Article 29.-** L'emplacement exact des mesures d'intégration est déterminé en concertation avec le préposé de la nature et des forêts avant le début des travaux de construction.
- Article 30.-** Les travaux de plantation sont exécutés dans le délai de deux ans à compter de la date de la présente.
- Article 31.-** En cas de faible reprise des plantations, un regarnissage annuel est réalisé par les soins du requérant.

#### **Informations**

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier.

## **Recours**

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être introduit devant le Tribunal administratif. Il doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le Tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être déposée auprès du Médiateur – Ombudsman. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

## **Transmission**

Conformément à l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité



Marianne Mousel  
Premier Conseiller de Gouvernement